

SUR L'« ÉTHIQUE » DE L'INSTABILITE DANS LA BIOPOLITIQUE D'AFRIQUE CENTRALE.

Jean-Bertrand AMOUGOU

(Université de Yaoundé I- Cameroun)

amougou.jeanbertrand@yahoo.fr

Résumé

L'idée d'une dissémination de l'instabilité dans la zoo-politique en Afrique Centrale comme théorie de la biopolitique sous régionale des temps contemporains met en exergue l'avènement de la politique prise au sérieux, c'est-à-dire l'avènement d'une perception des affaires publiques que la praxis politique, dans cette sous-région, n'est associée ni à l'art, ni à l'esthétique, encore moins à la morale, puisque ne souscrivant pas à un ensemble de valeurs morales et règles de gouvernance politique universellement partagées. L'Afrique centrale est au plus profond de la nuit des retards, des pénuries, des discours de haine à travers les différents canaux de communication et des réseaux sociaux et de l'instabilité politique. Ainsi dans ce corpus, et se situant dans le sillage webérien, il s'agit d'une invite de toute réflexion sociopolitique et philosophico-morale portant sur cette sphère sous-régionale à une nécessaire interrogation sur la nature, les enjeux et les visées de l'éthique qui sous tend la dissémination de l'instabilité/insécurité y prégnantes relativement à la reconfiguration désormais entamée de la géopolitique mondiale

Mots clés : Coexistence, Afrique centrale, Instabilité, Morale, Géopolitique.

Abstract:

The idea of the spreading of the instability and insecurity in the Central Africa sub region as sub regional bio political theory of the cotemporary times points up the advent of the politics taken oneself seriously, that is to say the coming of a perception of the public affairs that the political praxis in that region is not associated neither of the Art, nor of Aesthetics again at least of the moral values of and the rule of the political governmental policy universally provided. The central Africa sub region is in the deepest of the night of the backwardness, the economical scarcities and the political instability. Then, in this paper and o placing oneself in the Max Weber's

perspective, it is about an inducement of all sociological thought carrying on this sub regional sphere to a necessary questioning or query on the nature, the strakes and the goals of the ethics which subtends the spreading of the instability prevailing relatively the current world geopolitics.

Key words: *Co existence, Central Africa, Instability, Moral, Geopolitics.*

Introduction

Dans un Golfe de Guinée hantée par une contexture générale caractérisée par la fragilité, et l'instabilité des Etats, il est question dans cette réflexion, de partir des constats sérieux des logiques de déstabilisation sociopolitique des aires étatiques d'Afrique centrale et des dynamiques d'une géopolitique complexe, pour dégager l'éthique de la dissémination de l'instabilité et de l'insécurité dans cette sous-région. Dès lors, il convient de se demander si au regard de ses abondantes richesses et ressources naturelles l'Afrique centrale peut s'offrir la stabilité sociopolitique à la mesure de sa stature de poumon de l'économie mondiale en termes de disponibilité des ressources naturelles ? Bien entendu, cette question envoie dans le chams de la *praxis* politique dans cet espace politique ce sens que, le concept de politique comprise dans son étymologie grecque (*politikon*) renvoie à l'idée et à l'existence de l'art dans la *praxis* politique : l'art de gouverner ou de gérer la cité. Dès lors, la politique ne saurait être dissociée de l'*éthos* / *éthikon* et de la morale (en tant qu'elle est une science posée comme binôme instaurateur et articulateur du *téléos* relatif à nos actions et à notre existence individuelle tant individuelle que collective. Il existe au moins deux réponses à cette difficulté.

L'on peut ainsi conjecturer : *primo* que la stabilité politique des Etats de l'Afrique centrale comporte un grand enjeu tant pour elle-même que pour l'ensemble des grandes puissances économique-militaires mondiales. *Secundo* que les causes de l'instabilité sociopolitique de cette sous-région sont

tendanciellement endogènes et exogènes. D'où l'importance de la prise en charge de cette thématique dont le management au plan méthodologique requiert de recourir à une approche à la fois socio-historiciste et analytique des pré-réquisits historico-idéologiques ainsi que les enjeux économique-politiques et philosophico-moraux qui subsument l'agir politique y prégnant. Cela structure de manière croissante, les défis relatifs à l'avenir de cette sous-région. Certes, quels que soient les formes et les accents indéniablement divers que cette préoccupation peut emprunter, elle est cristallisée sur une conviction : L'Afrique centrale sera ou deviendra un pôle politique et économique émergent voire puissant, le jour qu'elle conjurera ses instabilités sociopolitiques devenues quasi chroniques. Cela ne fait pas de doute ; car elle dispose d'incommensurables ressources naturelles et humaines, bien qu'elle soit encore incompréhensiblement insouciante de ce qu'elle est et de ce qu'elle a : le Centre de l'Afrique, certainement le cœur du monde, à plusieurs égards. En fait, il s'agit d'établir les possibilités de refondation du politique en Afrique Centrale où la majorité des acteurs du champ politique se comportent en mercenaires dans leurs propres pays et ou comme le souligne P.M. Hebga, la plupart des armées nationales «se livrent au sport suicidaire de la guerre civile, ou même celui, encore moins glorieux, de la répression sanglante contre leurs citoyens aux mains nues » (Hebga, 1995 : 26). Une telle démarche de pensée nous place au cœur de la problématique de l'impérativité des conditions de possibilités d'une sous-région stable en Afrique centrale. La thèse défendue dans cette réflexion consiste donc à refuser la moindre compatibilité de l'instabilité récurrente des institutions politiques d'un pays ou d'une (sous)région du monde avec le développement durable. Si l'on retient cette ligne de démarcation, le *topos* de l'instabilité institutionnelle rythmée par la violence sous toutes ses formes devient fort fragile et

précaire : inadapté et inopérant à/dans l'espace micro ou macro sociétal, national ou sous régional. Il ne pourrait être qu'une conflagration « d'idéologies souterraines » potentiellement et effectivement dangereuses, puisqu'elle hypothèque et sacrifie la sécurité de l'ensemble du corps sociétal à l'autel du chaos. Ainsi la thèse défendue dans cette contribution a un impact indéniable sur la philosophie morale et politique dans des espaces politiques confrontés à la réalité du quadri nôme : ethnocentrisme, néo-libéralisme, néo-colonialisme et démocratie libérale.

I- de la décentration de la politique en Afrique centrale

Il n'est pas question ici, d'entrer dans la controverse sur la présentation de la pluralité des tribus et des ethnies comme étant l'une des raisons de l'instabilité des Etats africains subsahariens en général et es espaces publics sous régionaux d'Afrique centrale en particulier. Nous pensons qu'il s'agit plutôt d'un problème plus complexe qui peut être éclairé par la nécessaire prise en compte d'autres dimensions (idéologiques, géopolitiques et géostratégiques, etc.) des crises sociales et politiques en Afrique centrale.

I-1. La complexité des intérêts en question

Tout projet politique sérieux a comme visée cardinale, l'arrimage de la praxis politique à l'aune d'un critère quelconque du bien et de la justice. Ainsi le corps politique est compris comme la matrice des rapports des citoyens entre eux, et cela, au regard du bien commun de la cité et des besoins défendus par des groupes de tous ordres (politique, économique, religieux, ésotérique, etc.) relativement à l'exercice du pouvoir qui concerne la gestion des affaires de la cité. En effet, comme le souligne Michel Dobry, « C'est pour des raisons, des « motifs », ou des « intérêts » hétérogènes ou,

mieux, sans l'effet de séries causales ou de « déterminismes » largement indépendants les uns des autres que, en des sites sociaux distincts, des groupes ou des individus sont incités à se saisir de mobilisations lancées par d'autres, à les investir d'autres significations et à leur donner ainsi, par leur entrée dans le jeu, d'autres trajectoires historiques. » (Dobry, 1986 : 31)

Ici, la catégorie d'intérêts est à saisir dans un sillage utilitariste, et plus précisément comme facteurs susceptibles de motiver le comportement d'un acteur rationnel. Dans cette perspective, l'on voit se préciser le point de « fracture », mieux, le seuil d'incertitude au cœur de la raison entre théorie et praxis dans tout projet politique. En effet, loin d'être le moment de la constitution de la volonté du souverain ou de la volonté générale comme le pense J.J. Rousseau dans sa conception de la nature du corps politique, les occurrences les plus récurrentes dans l'espace «public» sous régional en question ici s'articulent autour de la constitution des volontés particulières (claniques, ethniques, religieuses et autres réseaux para souverains voire obliques relativement à l'idéal républicain imposé par le pouvoir (néo)colonial) ; car l'enjeu de l'interaction entre l'ethnicité et la politique est celui de l'utilisation des appels ethniques à des fins politiciennes, en ce sens où l'ethnicité est comprise, selon Aronson, D. comme «un masque idéologique utilisé par des élites et hommes politiques ambitieux pour favoriser les divisions entre groupes sociaux dans le but de se chercher une « position sociale privilégiée»(Aronson,2011 :10). A cette perspective aronsonienne, l'on peut également voir en l'ethnicité, et en d'autres formes socio – politiques contextuelles, une catégorie sulfureuse souvent associée à l'idée de race. Néanmoins, nous appuyant sur Max weber, par exemple, nous entendons par groupes ethniques«ces groupes humains qui nourrissent une

croyance subjective à une communauté d'origine fondée sur les similitudes de l'habitus extérieur ou des mœurs ou des lieux, ou sur des souvenirs de la colonisation ou de la migration, de sorte que cette croyance devient importante pour la propagation de la communalisation, peu importe qu'une communauté de sang existe objectivement»(Weber,1995 : 130)

En effet, non seulement la confusion des intérêts apparaît comme un obstacle majeur à la réalisation des projets de développement dans l'intérêt général(Hebga, 1995 :26), mais aussi la barrière entre cadre institutionnel républicain et cadre privé (compris dans le sens de ce dont - on peut disposer selon notre convenance y compris l'espace «public») devient aussi rigide qu'une couche de fumée, puisque les pôles de souveraineté centrifuges dont il est question sont généralement gouvernés par des individus pour qui le sens de l'intérêt général est devenu un concept vide. Certes, il ne s'agit pas là d'une exception propre au con-vivre en Afrique centrale, car même les sphères sociales fortement institutionnalisées ne sauraient prétendre « marcher » selon l'expression de Raymond Aron, « comme un seul homme ».

En effet, selon Héraclite, le conflit, la guerre est le constitutif primordial de toute vie en société ; car «il faut savoir que le conflit est ce qui rassemble, que la justice est querelle, et que tout vient à l'être par querelle et par nécessité » - « Conflit est Père de tout, et de tout il est Roi ; et les uns, il les produit dieux ; et les autres, hommes ; des uns il fait des esclaves, des autres, il fait des hommes libres » (Grenet, 1960 :29)

Bien entendu, cela est la résultante aussi bien des élans hégémonistes (des puissances coloniales et néo-coloniales à travers des multinationales qui, par l'hyper-puissance du

système capitaliste mondial contemporain créent et alimentent de nombreux problèmes nouveaux, dans des espaces publics de la *périphérie*. C'est d'ailleurs dans cette optique qu'il convient de mettre en relief la quasi absence de *régimes* politiques dans la sous-région Afrique centrale. En effet, cette sous-région africaine excelle plutôt dans la floraison des systèmes politiques « portés » par des élites. Evidemment, il se dégage ici, l'idée selon laquelle certains systèmes politiques ne sont pas des *régimes* ; car comme le fait remarquer Fred w. Riggs, s'appuyant sur Laswell, l'on entend par régime, un système politique organisé en fonction d'une formule qui le légitime (constitution). Or, d'une manière générale, les constitutions sont tendanciellement malmenées dans la sous -région Afrique Centrale. Cela envoie malheureusement dans la (dé)constitutionnalisation de ses Etats, ouvrant ainsi grandement la porte aux logiques et autres stratégies de (dé)départementalisation en réseaux et groupuscules (mystico - económico -politico -militaires) non républicains, de l'espace politique ; ayant chacun comme objectif, l'accaparement du pouvoir suprême, en marge de la caution du peuple. D'où la récurrence des (re)mises au rebut des constitutions respectives et les formes de gouvernement qui sont adoptées reposent sur l'exercice de la force brute ou déguisée. Cependant, la domination par la « contrainte » est elle aussi précaire, et conduit soit à de nouveaux coups d'Etat soit à des tentatives de légitimation par l'adoption d'une nouvelle constitution (Riggs, 1993 : 235).

I-2-Le problème des identités collectives : différence des identités et identité des différences

Les replis identitaires constituent sans doute le trait le plus familier aux leaders des pays (in)stables de cette sous-région. Ce sont donc ces logiques ethnocentriques qu'il convient de récuser ici, en leur opposant une approche

radicalement intégrative de toutes les composantes communautaires que compte un Etat dit moderne. Car en cette ère des politiques globales, les communautés culturelles et politiques et les fausses lignes infranchissables entre les identités communautaires deviennent les axes majeurs aussi bien de la stabilité que de l'instabilité/Insécurité des Etats. (Huntington, 1995 : 125)

Certes, cela suppose la nécessité de comprendre la notion d'identité culturelle dans son essence dynamique et intégrative des valeurs (culturelles) qui lui sont consubstantielles. En avançant cette thèse, nous entendons justifier la connexité entre identité culturelle et valeurs hominisantes et politiques, sans lesquelles la nation serait incomplètement formée. Bien sûr, si toutes les crises socio-politiques supposent le passage d'un ordre à un désordre dans l'articulation initialement recherchée entre le fonctionnement des institutions politiques et les attentes du peuple, toutes les instabilités socio-politiques ne sauraient être identifiées à des crises ; cela parce que l'instabilité est inhérente aux dynamiques sociales qui elles - mêmes conduisent au changement social dont relève le jeu politique. En conséquence, comme le fait remarquer M. Maffesoli, «la matière sociale, si on nous permet cette métaphore, forme des configurations particulières qui peuvent être harmonieuses ou tout à fait aberrantes, mais elles n'obéissent à aucune autre loi que celle de leur dynamisme propre, c'est cette danse nietzschéenne qui donne le plus beau et le pire, (...) C'est ce sens que la métaphore du simulacre flottant s'inscrit dans la compréhension de la duplicité sociale.»(Maffesoli, 1979 : 138) C'est précisément cette ambivalence spécifique des phénomènes socio-politiques qui nous détermine à penser le problème des identités collectives dans le sillage d'une (re)pensée de l'identité de la différence comprises comme

différence des identités ayant pour horizon la mise en exergue de l'identité des différences. En effet, la connaissance de qui nous sommes ne serait qu'un repli sur des particularités ultra micro-groupales, sans coefficient macro/transcommunautaire ou intercommunautaire si, par la postulation de plus en plus pertinente, d'une éthique de la différence arrimée à l'éthique de l'authenticité l'appartenance à l'Etat souverain devient une source d'incertitudes (Taylor, 1991 :25) ; car selon le philosophe allemand F. Hegel, la vie éthique est l'Idée de la liberté qui doit devenir monde présent et nature de notre conscience de qui nous sommes (Hegel, 1986 : 286).

II- Pour une sous-région Afrique Centrale stable

II-1- Défis et enjeux de la stabilité et de la sécurité

Il faut souligner à grands traits que l'avenir de cette sous-région voire de l'Afrique dépend des nouveaux rapports que les hommes politiques et leurs citoyens respectifs entretiendront désormais avec les richesses de leur sol et sous-sol d'une part, et la culture *parochiale* (comprise comme système de perceptions, de savoirs et d'identifications politiques circonscrits à un horizon limité (paroisse, espace local, tribal) d'autre part. Ces deux segments du problème aboutissent à l'évidente aperception de cette constante faillite de gouvernement alité et de cohésion sociale, rythmée par le spectacle affligeant de foisonnement de systèmes politiques et éventuellement économiques qui alternent soit entre le pouvoir militaire et le pouvoir civil (comme c'est le cas du Congo Brazzaville, du Tchad, de la République centrafricaine, la République démocratique du Congo, etc.), soit entre différents pouvoirs civils qui, faute d'une véritable boussole guidant leurs actions politiques maintiennent leurs nations respectives dans une stabilité incertaine, du moins, problématique et paupérisant.

Toutefois, loin de nier la réalité et la normalité des différences identitaires, notre préoccupation ici est de critiquer la récupération politicienne de cette réalité naturelle, par des leaders « politiques » à la limite psychopathes, qui se servent de la politique pour prendre en otage le politique lui-même. En effet, vu sous l'angle instrumentaliste dont parle par exemple (Braud, 2003 :85), mais en y allant au-delà, le groupe ethnique est envisagé comme le produit d'un travail micro- social et para- politique qui répond à des impératifs stratégiques ethniques à prétentions nationales.

Dès lors, faut-il, face à l'urgence et à la nécessité de voir émerger une Afrique subsaharienne stable proposer une théorie générale de la stabilité de cette sous-région ? Il faut plutôt s'interdire de penser ainsi. Car, contrairement à bon nombre de thèses avancées sur ce que leurs tenants appellent la *stabilité impossible* de cette sous-région et dont les causes viendraient du fait de ses gâteries naturelles en d'innombrables et *inépuisables* ressources naturelles, cette partie de l'Afrique, de par sa singularité géo- stratégique mérite que lui soit appliquée une approche plus ouverte et plus compréhensive de cette singularité même avec toute ses implications inéluctables. En effet, le choc des intérêts ici déterminent inévitablement chaque puissance à œuvrer pour placer au pouvoir suprême une marionnette locale qui semble pouvoir mieux protéger ses intérêts. En effet, les grandes puissances mondiales ayant depuis pris conscience de leur rôle majeur pour le devenir du monde et par conséquent des autres nations (de la périphérie) se sont arrogés le pouvoir, le droit et la compétence exclusive de leur offrir la lumière. Or cette lumière, c'est la conscience que l'Occident a de lui-même. Et pourtant cette conscience de soi qui hante l'Occident depuis les grecs, c'est la conscience d'être le centre du monde. Ainsi le monde dans son devenir ne

pourra être monde comme tel que s'il est occidentalisé. Ici, se laisse alors surprendre l'influence des penseurs occidentaux de la totalité, non en termes ontologiques, mais plutôt dans une perspective existentielle voire phénoménologique. Dans cette catégorie, l'on peut mettre en relief a figure hégélienne en ce sens qu'elle affirme : « L'esprit de ce monde est l'essence spirituelle imprégnée par une conscience de soi, qui se sait immédiatement présente comme cette présence de soi étant pour soi et sait l'essence comme une effectivité lui faisant vis-à-vis »(Hegel, 1941 : 54). Cette assertion met en lumière la hantise du devoir qui anime l'Occidental à savoir, le devoir de faire passer le projet de lui-même sur et dans le monde du royaume projectif à l'espace de l'effectivité, de la réalisation. Il est donc clair que l'Occident en général et les grandes puissances en particulier est/sont les seules entités politiques qui ont des intérêts substantiels dans toutes les régions voire sus régions du monde et ont la capacité d'affecter la politique, l'économie, et la sécurité de toutes les autres (sous) régions. Bien entendu, il s'agit là de l'une des conséquences dramatiques et significatives du contact entre différentes cultures et différentes nations. Certes, dans une perspective géostratégique, il convient de noter que les relations internationales sont articulées des politiques globales qui sont multipolaires et subsumées par une mosaïque d'enjeux et d'intérêts à l'interstice desquels se joue et peut être déjoué le destin des nations faibles, au nom de la suprématie, mieux, de la dictature des politiques globales sur les politiques nationales ou locales idéologiquement qualifiées de politiques de l'ethnicité et par conséquent bonnes à détruire.

II-2- De La « raison politique insouciant » à la « raison politique soucieuse : l'urgence de la moralisation collective

».

Ce volet de notre analyse a pour assise, la distinction que nous établissons entre conscience politique et conscience politicienne des acteurs de la scène politique sous-régionale.

Dans notre analyse de ce volet du problème, nous partons des deux propositions suivantes : la plupart des leaders politiques de la sous-région Afrique centrale sont animés par une raison politique insouciant. Le futur de cette partie du continent noir dépend de leur capacité à transformer leur raison politique insouciant en raison politique soucieuse de l'avenir commun des générations présentes et futures.

-La première proposition est générique et sans horizon

-La deuxième est à la fois substantive et paradigmatique

C'est dire, en d'autres termes, que le principe de notre distinction se veut simple. La *raison politique insouciant* correspond à une vision politique limitée au nombril (personnel ou clanique) du *leader au pouvoir*. Qu'il nous soit permis d'étayer ce point de vue par l'évocation de plusieurs graves crises socio- politique déclenchées dans la sous-région par l'insouciance ou le mépris de l'intérêt général, par des leaders politiques et / ou chefs de guerre : à titre illustratif, l'on peut ici évoquer les guerres civiles ayant conduit au génocide dans la région dite des grands lacs (et plus précisément au Burundi et au Rwanda), les cas de l'ex- zaïre du tristement célèbre disparu Maréchal Moboutou Séséko, la R.C.A., de l'«empereur» Bokassa, messieurs Kolinbga, Patassé, F. Bozizé et de leurs antagonistes respectifs, du Tchad de Ngoukouni Weidey, Hissen Habré ainsi que les opposants pro-soudanais au régime

du président Idris Deby, du Congo brazzaville (du premier et du deuxième Sassou Nguesso), sans oublier les soubresauts désormais récurrents en Guinée - Equatoriale et qui sont presque devenus le baromètre des hoquets «démocratiques» du régime de Monsieur Obiang Nguema Mbazogo, ainsi que les incertitudes qui ont angoissé le régime de Monsieur Paul Biya du Cameroun et l'ensemble de la nation camerounaise, non seulement au lendemain de la tentative de révolution du palais du 06 Avril 1983, mais également depuis la montée en *puissance* de la nébuleuse G11 avec ses métastases qui n'ont eu cesse de tenter de plonger ce pays dans le chaos, à travers des accointances avec la secte djihadiste Boko Haram voire avec le mouvement sécessionniste en régions dites anglophones du pays.

De ce qui précède, on aura compris toutefois que, malgré leur réputation de pays de paix et de stabilité politique, des Etats comme le Cameroun, à l'instar du Gabon post Omar Bongo, peuvent à tout moment, sombrer dans une grave instabilité politique. Et c'est précisément cette extrême précarité de leur stabilité qui nous fonde à dire que ces pays sont en situation de stabilité substantivement instable et stable sous un angle strictement paradigmatique. Ainsi la stabilité politique de cette sous-région de l'Afrique demeure jusque-là un concept qui mérite d'être inscrit dans les programmes éducatifs, universitaires, culturels et politiques des pays concernés.

La plupart des crises socio- politiques qui strangulent l'Afrique centrale sont surtout consécutives au déficit du viatique moral pourtant indispensable dans la nécessaire articulation théorie/praxis politique. Cette dimension substantive de la morale dans le *convivre* jalonne au moins deux exemplarités dans l'histoire et qui sont loin d'être

concentriques. La société égyptienne pharaonique par exemple était ordonnée par la Mâat (Justice - Ordre -vérité) ; et la Grèce platonicienne quant à elle aménage un altissime piédestal à la trilogie justice-vertu-Bien, pour rendre effective l'avènement de la République.

Et c'est ce qui constitue le fondement axiologique de la société ; puisque la valeur, c'est ce à quoi l'on croit ; c'est la raison d'être que l'être puise dans ses actes, et c'est la raison d'agir que nos actes puisent dans notre foi, indépendamment de notre appartenance familiale ou ethnique (Bastide,1971 :174) Cette posture, nous lui donnons la dénomination de conscience morale sociale dont l'existence est manifeste à travers les formes de l'idéologie politique, du droit, de la morale, de la religion, de la science, des opinions esthétiques, de l'art et de la philosophie (Boukra,2003 :396). D'où la parenté axiologique entre éthique, morale et politique. Or, à l'observation, la plupart des systèmes éducatifs des pays de la sous-région sont encore (in)directement sous l'emprise du bon vouloir des anciennes puissances coloniales qui, comme on peut se l'imaginer, ont jusque-là conçu et mis en place des politiques éducatives et universitaires de la jeunesse des anciennes ou *perpétuelles colonies* à dosage minutieusement pensé et spécialement soucieux de produire des individus déterminés à entretenir des rapports quasi *incestueux* avec leurs propres patries.

En fait, étymologiquement le terme politique requiert la prise en compte de la dimension artistique qui est sensée gouverner l'action politique. Cette précision permet à coup sûr, d'éclairer remarquablement la connexion de l'action politique à la réalisation d'une œuvre politique estampillée de beauté tant dans sa texture, sa contexture que dans sa figure en tant que le politique appelle l'idée de corps (politique). La ferveur et la

sensualité qu'inspire l'idée de corps, l'harmonie requise dans la disposition et le fonctionnement de ses parties ou membres, les soins permanents qu'il doit recevoir pour préserver sa beauté mettent en évidence l'idée sous-jacente et altissime de beauté sociétale (à réaliser) qui doit sous tendre tout projet politique digne de ce nom.

En effet, comme le souligne Philippe Braud, la violence peut jouer un rôle majeur dans la déstabilisation des régimes politiques. Car autant elle peut servir comme arme révolutionnaire, autant elle peut, à l'inverse, renforcer la cohésion du groupe qui se sent menacer dans son existence (Drau, 2003 : 136-137). Est-ce à dire que l'on peut ainsi rapprocher les rebellions sérieées alimentées en Afrique centrale à la violation de la loi divine par des anges rebelles ? Autrement dit, ces violations du pacte sociétal expriment-elles par leurs actes, la difficulté d'accomplissement de l'utopie politique ? De toute évidence, ces actes mettent en cause dans cette sous-région, les actions du politique lui-même ; car peut-on assurer le bien-être communautaire voire sous régional en se défiant de ceux qui d'une manière ou d'une autre intègre la contestation dans la course des évènements historiques. L'on peut à ce niveau insister sur la fracture entre les masses populaires et une poignée de leaders politiques sous régionaux au sujet du maintien absurde de l'ensemble de la sous-région dans la zone FCFA. Un tel état des choses donne suffisamment raison à ceux (de loin majoritaires) qui pensent que la plupart des leaders politiques de ladite sous-région sont surtout au service des intérêts des anciennes puissances tutélaires.

L'existence d'untel paradoxe n'est pas seulement regrettable. Elle est d'autant plus insupportable que, l'Afrique noire en général est asservie depuis environ cinq siècles (esclavage, colonisation et néocolonialisme).

Il faudrait donc comme le souligne Hébert Marcuse

dans sa critique de l'homme unidimensionnel que la sensibilité soit libérée de toutes les satisfactions répressives des sociétés asservies, et qu'elle puisse accéder à des formes et à des aspects de la réalité sociopolitique qui ne sont jusqu'à présent l'objet que de l'imagination esthétique. L'on voit par-là s'indiquer le *postulatum* de la nécessaire intrication entre praxis politique, esthétique et spiritualité, dans la conception et la mise en œuvre des projets politiques en Afrique centrale. Bien entendu, cette idée met en lumière l'idée force selon laquelle : toute spiritualisation du champ politique n'est pas nécessairement une esthétisation. Cela dans mesure où le domaine du spirituel est ambivalent (sphère du savoir et aire de l'élévation véritable vers le Divin. Aussi comporte-t-il deux pôles : la Laideur ou Mal qui est opposé à celui de la Beauté ou Bien. Et l'on voit bien s'affronter ces deux versants du spirituel dans la zoo politique de la sous-région Afrique centrale.

Il manque en somme aux corps politiques – institutionnellement incontestables- d'Afrique centrale le sens du devoir subsumé par la culture patriotique et nationaliste de l'éthique véritablement républicaine et de responsabilité individuelle et collective. En effet, l'instabilité sociopolitique est la résultante du déficit éthico morale dans les représentations et l'agir sociétal des membres desdites entités sociopolitiques. Ainsi on le voit bien, l'éthique occupe une fonction axiale dans la vie et le devenir des sociétés humaines ; car l'éthique au sens wiggsteinien est précisément définie comme « investigation de e qui a une valeur, o de ce qui compte réellement, o j'aurais pu dire encore que l'éthique est l'investigation du sens de la vie, ou de ce qui la rend digne d'être vécue, ou de la façon correcte de vivre. » (Wittgenstein, 1982 : 143-144)

Conclusion

Cette analyse avait donc pour visée, de contribuer à l'élaboration des nouveaux schémas logiques, éthico-moraux et économique-politiques pour la réalisation de l'idéal véritablement moral et politique des conditions de création d'une manière optimale, du cadre d'expression de la paix «perpétuelle» espérée en Afrique centrale, bien au-delà des dynamiques périphériques et des préconceptions uniquement (géo)stratégiques et cyniques de son (in)stabilité courageusement rapportée à ce que, Lucian Pye, appelle *crises de légitimité*. Les résultats bien interprétés desdites crises *conduisent à la mise en lumière* de la coaction méphistophélique de pillage sans vergogne, en bandes quasi organisées entre des leaders politiques, économiques et militaires d'Afrique centrale et des réseaux très complexes de la face cachée de l'ordre mondial, instauré depuis la Conférence de Berlin de 1884 et dont les grandes lignes idéologico-politico-économiques ont été renforcées par le camp des vainqueurs de la seconde guerre mondiale. Dans cette perspective, on le voit bien, cette réflexion est fondamentalement en lien avec d'autres travaux s'intéressant par exemple aux Relations internationales, à la Coopération internationale, à la nécessité de la repensée de la sécurité régionale voire mondiale, etc.

Ainsi *l'éthos* arrimé à la morale qui est fondement et guide de l'action humaine socialisante y est apparue comme seule gage contributif pour l'instauration ou pratique espérée d'une vie sociétale pacifiste et harmonieuse dans la zoo politique en Afrique centrale. Par conséquent, la moralisation et l'humanisation des corps politiques de cette sous-région africaine sont les deux idéaux dont la réalisation reste encore à inscrire dans la philosophie et les politiques de construction nationale dans ces aires politiques en question. D'où la justification, la pertinence de la validité des deux grands

mouvements qui ordonnent notre analyse et dont le premier grand axe a pris réflexivement en charge, la complexité des intérêts qui sous-tendent la décentration de la politique d'une part, et l'élucidation du problème des identités collectives à travers l'exposition cursive mais exhaustive de la différence des identités et de l'identité des différences d'autre part. Le deuxième grand axe biconvexe en rapport précisément d'abord avec notre prise de position pour une sous – région Afrique centrale stable dont les défis et les enjeux s'articulent autour du quadri nôme : stabilité – sécurité-paix – développement ; ensuite relativement à la postulation de l'urgence de la moralisation collective en vue de subvertir la « raison politique insouciant » prégnante par la « raison politique soucieuse ». L'on voit ainsi se préciser l'importance de la morale dans son itinérance grecque comme *bionomie* (Règle de conduite) et comme *moralis* latine qui concerne les mœurs.

Cela requiert le choix par les peuples concernés, du refus du genre de vie et de liberté actuelle, d'oiseaux en cage ou de liberté qui cuit dans un sale jus. C'est là, non seulement un signe de vitalité, mais également le propre des peuples qui ne veulent pas finir dans l'apoplexie du minéral. (Hebga, 1968 : 78). Somme toute, aucun bien-être communautaire n'est possible lorsque les masses déchantent à cause du pillage des biens publics par ceux –là mêmes qui ont prêtés serment de protéger la fortune publique et la cohésion nationale et la sécurité de l'Etat contre toutes formes de prédatons extérieures et intérieures. Cela pour souligner *in fine* que cette réflexion s'est déployée avec comme visée ultime la réactualisation d'une axiologie hâtivement évacuée à dessein par les idéologies dominantes ; une axiologie pourtant créatrice, articulatoire et ordonnatrice d'un poli qui assure l'humanisation en adéquation avec le *téleos* assigné par l'Originaire de l'Homme. D'où le rejet catégorique de l'inhumain et de toutes formes d'occultation de l'éthique et de morale dans le champ politique en général et dans la

sous-région Afrique centrale en particulier ; car comme le note Pius Ondoua « La moralité, l'humanité, la volonté et la foi de la périphérie peuvent faire battre en retraite l'impérialisme, miné lui-même au centre par des contradictions tout à fait explosives. » (Ondoua, 1989 : 417). Dans cette perspective, comme grands résultats probants de notre déploiement analytique, il convient de récuser ici avec tranchant, le choix de la conception et du management utilitariste de l'institution étatique ou de la physique sociale ; car l'option utilitariste est irréductiblement incompatible avec l'élévation véritable ou plénière vers la moralité et l'« éthicité » que nous enjoit le besoin et l'impératif de construction des espaces sociétaux et publics apaisés, pacifistes et résolument portés vers le développement dans tous les domaines. En effet, l'option pour une conception et un management utilitariste, égoïste ou ethnocentriste de l'Institution sociétale et citoyenne est dans la cas d'espèce, cause ou source de dévaluation de la nécessité, de la légitimité et du prestige de l'Etat, posé comme étant le plus grand bien commun et la plus grande conquête de l'animal politique. Par ailleurs, l'utilitariste égoïste de l'Etat partout acteur politique hypothèque l'élévation des partenaires politiques concernés vers la vie véritablement morale, car à l'inverse, elle se pose plutôt comme source de la fragmentation ou dilution des valeurs au sein des vies morales individuelles et communautaires.

Bibliographie

Aron, R., (2017), *Penser la guerre, Clausewitz, T.2, l'âge planétaire*, Gallimard, Paris.

(2011), *Dimension de la conscience historique*. Belle Lettres, Paris.

Aronson, D. R., (2011), *Ethnicity as a cultural system ; an Introductory Essay*, in Henry F., (ed.) *Ethnicity in the Americas*. Berlin, New York. De Gruyter Mouton.

Bastide, G., (1971), *Essai d'éthique fondamentale*, P.U.F., Paris.

Boukraa, L., (2003), *De la crise de la sociologie au problème de son objet*. L'harmattan, Paris.

- Braud, Ph., (2003), *Sociologie politique*, 6^e édition, L.G.D.J., Paris.
- Dobry, M., (1986), *Sociologie des crises politique*, Presse de la Fondation Nationale des sciences politiques, Paris.
- Hebga, P. M., (1995), *Afrique de la raison, Afrique de la foi*, Karthala, Paris.
- (1968), «Les étapes des regroupements africains (1945-1965)», in *Afrique documents*, Numéro spécial (3^e et 4^e cahier).
- Hegel, G.W.F., (1986), *Principes de la philosophie du droit*, J. Vrin, Paris.
- Héraclite, (1960), fragments 53 et 80, cités par GRENET, P.B., *Histoire de la philosophie ancienne (Cours de philosophie thomiste, Nouvelle édition revue et corrigée*, Paris, Beauchesne et ses Fils.
- Huntington, P.S., (1997), *The clash of civilizations and the remaking of the worldorder*. Touchtone, New York.
- Mafessoli, M., (1979), *La conquête du présent (pour une sociologie de vie quotidienne)*, P.U.F., Paris.
- Ondoua, P., (1989), Positivité Scientifique et positivisme idéologique. Une analyse épistémopolitique du fétichisme de la science. Thèse de doctorat d'Etat ès Lettres et Sciences Humaines (Philosophie) (Toulouse-Le Mirail)
- Pye, L.W., (2015), «The legitimacy crisis », in Blinder L. et al. *Crisis and sequences in political development*. Etienne Gilbert, Paris.
- Riggs, F.W., (1993), «Fragilité des régimes du tiers-monde», in *Revue internationale des sciences sociales*, N°136
- Strauss, L., (1992), *Qu'est-ce que la politique ?* P.U.F., Paris..
- Taylor, Ch., (1991), *The ethics of authenticity*, Havard University Press.
- Weber, M., (1995), *Economie et société, T.2*, éd. Agora, Paris.
- Wittgenstein, L. J., (1982), *Leçons et Conversations suivies de conférence sur l'éthique*. Editions Gallimard, Paris.